



«Avec les républicains, l'administration était plus ouverte envers la Suisse»

COMMERCE. Martin Naville, CEO sortant de la Swiss Amcham, revient sur 20 ans de défis, d'échecs diplomatiques et de succès économiques entre la Suisse et son premier partenaire commercial.

Sophie Marenne

Prêt à refermer un chapitre de deux décennies en tant que CEO de la Chambre de commerce américano-suisse, Martin Naville revient sur son expérience dans les coulisses des relations économiques entre la Suisse et les Etats-Unis. Des échecs des négociations des traités de libre-échange aux tensions fiscales récurrentes, le Zurichois raconte, avec sa verve habituelle, ce qui a marqué son mandat à la tête de l'organisation. La Swiss Amcham compte plus de 2000 membres dont quelques-unes des plus grandes entreprises de Suisse et des Etats-Unis: ABB, Google, Johnson & Johnson, Nestlé, Novartis ou encore Procter & Gamble. Elle a annoncé la semaine passée que Martin Naville passera le relais à Rahul Sahgal durant l'été 2024.

«La ministre américaine du Commerce l'a affirmé: les accords de libre-échange sont des sujets de discussion du siècle dernier. Mais l'espoir existe encore.»

Martin Naville

CEO de la Chambre de commerce américano-suisse



■ Vous souvenez-vous de ce qui vous avait poussé à postuler à cette fonction, il y a 20 ans?

C'était probablement une forme de ras-le-bol (*rires*). J'ai passé 16 ans à travailler – que ce soit à Munich, à Zurich ou à New York – pour le Boston Consulting Group. Entre les voyages d'affaires et les dimanches au bureau, j'ai bien dû faire un million de pages de présentations Powerpoint et répété 2000 fois à mes clients l'importance capitale de leur projet. J'étais président du chapitre «Doing Business in the USA» de la Swiss Amcham, je connaissais donc bien l'organisation. Quand est venue l'heure pour mon prédécesseur Walter Diggelmann de partir, j'avais aidé à rédiger l'offre d'emploi pour sa succession, sans penser alors que ce job était fait pour moi!

■ A quelques mois de votre retraite, pouvez-vous nous révéler qui a été votre président des Etats-Unis favori durant ces années?

C'est très difficile à dire. D'un point de vue personnel,

j'ai préféré Barack Obama pour ses capacités d'orateur et son comportement au-dessus de tout soupçon. Au regard de l'efficacité de leur politique, j'hésite entre George W. Bush, fervent défenseur de la globalisation, et Donald Trump, supporter du libre-échange.

Je ne parle pas forcément de l'«individu» dans son cas, mais vraiment de ses résultats politiques. Avec les républicains, nous avons affaire à une administration plus ouverte envers la Suisse, plus accessible. Ce n'était pas le cas sous Obama et cela ne l'est pas non plus sous Joe Biden.

■ Quel événement vous a le plus marqué durant ces deux décennies?

Je dirais les deux échecs du traité de libre-échange avec les Etats-Unis, en 2006 puis en 2020. Dans les deux cas, la Suisse était en cause. Dans les deux cas, l'agriculture a été la pierre d'achoppement.

Outre ces souvenirs plutôt négatifs, un moment très fort de ma carrière fut le dîner avec Mike Pompeo à l'ambassade des Etats-Unis, en juin 2019. Cet événement m'a permis de côtoyer le pouvoir américain au plus près, lors d'une discussion ouverte avec l'ancien secrétaire d'Etat. Que ce soit lors de la venue de Donald



Trump à Davos en 2018 ou celle Joe Biden à Genève en 2021, les présidents restent, eux, plutôt inaccessibles.

■ **S'il semblait prêt du but en 2020, la potentialité d'un accord de libre-échange pour les Etats-Unis, au vu des programmes protectionnistes en vigueur. Vous espérez tout de même voir un tel traité signé dans les années à venir?**

La ministre américaine du Commerce Gina Raimondo l'a affirmé: les accords de libre-échange sont des sujets de discussion du siècle dernier. Mais l'espoir existe encore. C'est à la Suisse de mettre en place le travail préliminaire ad hoc et de trouver des accords pointés sur certains secteurs.

Tensions fiscales

■ **Il n'y a pas eu que des bons moments durant ces années. La Confédération a souvent été dans le viseur des Etats-Unis pour «facilitation d'évasion fiscale». Finalement, les Etats-Unis ont eu la peau du secret bancaire en 2009...**

Souvenez-vous: le secret bancaire suisse ne posait pas de problème qu'aux Etats-Unis, mais aussi à l'Allemagne, à la France, à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)... La pression venait de partout.

De plus, lorsque l'administration Obama est pas-

sée à l'attaque, c'était une charge globale contre les banques. Résultat: une cascade d'amendes d'environ 300 milliards de dollars dont seuls 4,7% ont été payés par les banques suisses!

Il est certain que la tempête narrative, découlant de l'affaire UBS en 2008, n'a pas joué en la faveur de la Suisse. La situation de certaines banques y était effectivement délicate. Malgré ces aléas fiscaux, les importations, les exportations et les investissements directs entre la Suisse et son partenaire d'outre-Atlantique n'ont fait qu'augmenter rapidement. La Swiss Amcham a donc eu à cœur de répéter, encore et encore, que les Etats-Unis ne menaient pas de guerre économique contre la Suisse. L'envergure de ces échanges en est la preuve.

« Cela fait 30 ans que nous nous complaisons dans ce stéréotype de pirate fiscal, véhiculé dans les films de James Bond.

Un problème d'image sur lequel la Suisse aurait dû travailler proactivement ces dernières dizaines d'années. »

■ **Plus récemment, on a vu Joe Biden qualifier la Suisse de «paradis fiscal»**

dans un discours devant le Congrès. Ces critiques récurrentes contre la Suisse ne vous ont jamais lassé?

Au contraire! Dans une position comme la mienne, il faut des problèmes. Sinon, quelle est l'utilité de notre organisation?

En 2021, ce qui a été délicat à gérer, c'est que le Conseil fédéral a pris trois jours pour réagir! Joe Biden parlait des Iles Caïmans et des Bahamas puis il a voulu ajouter le nom d'un pays connu de tous: c'est tombé sur la Suisse. Il ne faut apparemment pas donner trop de crédit à tout ce qu'il raconte... Par ailleurs, cela fait 30 ans que nous nous complaisons dans ce stéréotype de pirate fiscal, véhiculé dans les films de James Bond. Un problème d'image sur lequel la Suisse aurait dû travailler proactivement ces dernières dizaines d'années.

■ **Des négociations sont en cours en vue d'un allègement du modèle Fatca (Foreign Account Tax Compliance Act), selon lequel les établissements financiers suisses n'auraient plus à rapporter directement au fisc américain mais aux autorités suisses. Un mécanisme inverse pourrait-il un jour être appliqué, forçant les Etats-Unis à livrer des informations à la Suisse à leur tour?**

Ethiquement, ce serait intéressant. Cependant, on ne connaît pas la valeur de ces



Martin Naville. Ce qui lui manquera de ses années au poste de CEO de la Swiss Amcham, ce sont «les aspects de politique économique, les événements et les rencontres avec des personnalités fascinantes», telles que Satya Nadella, CEO de Microsoft. Il l'interrogeait l'an dernier, au sein du quartier d'affaires zurichois The Circle, lors d'un événement organisé par la chambre de commerce et Microsoft Suisse.



Aspirations post-retraite

Martin Naville raccrochera la veste de CEO de la Swiss Amcham durant l'été. Il en avait pris la direction en octobre 2004. En parallèle, il assure de nombreux mandats auprès d'entreprises et institutions helvétiques. Du côté de l'éducation, il restera au conseil de fondation de l'Institute for Management Development (IMD) de Lausanne, ainsi qu'au conseil consultatif de l'Ecole polytechnique de Zurich (EPFZ). Il conserve aussi la présidence du zoo de Zurich, ainsi que celle du comité «Zurich ouvert au monde» (Weltoffenes Zürich) qui promeut la compétitivité de son aéroport. Sans oublier son rôle de Senior Advisor chez Morgan Stanley en Suisse. «D'autres idées commencent à me venir aux oreilles», avance-t-il, précisant qu'il sera prêt à discuter de potentiels nouveaux mandats à partir d'avril: «J'aimerais m'engager auprès de deux ou trois autres projets. Pourquoi pas dans un grand événement sportif.» **SM**